

la vieillesse et d'allocations familiales, selon les revenus des bénéficiaires.

Toutes ces personnes du Manitoba se sont unies pour demander au Parlement et au gouvernement de changer ces projets de mesures et de conserver le principe de l'universalité dans la politique sociale canadienne.

LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

M. Gus Mitges (Bruce—Grey): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter 13 autres pétitions signées par 1 891 habitants des villes de Guelph, Chatham, Wallaceburg, Blenheim, Tilbury, Ridgetown et Thamesville, en Ontario, qui croient fermement aux droits de tous les enfants à naître.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter une loi qui protégera la vie depuis le moment de la conception, une loi qui cherchera à sauver la vie de la mère et de l'enfant simultanément. J'appuie fortement la position des pétitionnaires.

M. Girve Fretz (Érié): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par de nombreux habitants de ma circonscription qui s'inquiètent du fait qu'il n'y a pas de législation au Canada qui définisse et protège la vie des enfants à naître. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter une loi qui protégera efficacement la vie des enfants à naître et ce, à tous les stades de leur développement.

[Français]

OPPOSITION AU PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE TAXE SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir de déposer, encore aujourd'hui, quelque 20 pétitions de résidents de la circonscription d'Ottawa—Vanier qui veulent indiquer, d'une façon assez manifeste, leur position et leur mécontentement à cette proposition du gouvernement d'imposer une taxe de 9 p. 100 sur les produits et les services.

Les pétitionnaires signalent que le gouvernement conservateur a infligé aux contribuables canadiens au moins 31 impôts ou hausses d'impôt depuis son accession au pouvoir en 1984; qu'il a augmenté également la taxe actuelle de vente sur les produits manufacturés, de 9 p. 100 qu'elle était en 1984, à 13.5 p. 100; qu'il veut imposer une taxe de vente sur les produits et services de 9 p. 100, une taxe qui sera cachée, qui s'appliquera à presque tout; que l'imposition de cette nouvelle taxe universelle sur les produits et les services causera des difficultés financières pour les petites entreprises; qu'elle imposera aux Canadiens de nouvelles tensions au niveau de l'inflation, une

hausse probable des taux d'intérêt, de même qu'une hausse du chômage.

À ces causes, monsieur le Président, les pétitionnaires demandent humblement à la Chambre de rejeter cette taxe sur les produits et les services.

[Traduction]

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition au nom d'un certain nombre d'habitants de Saskatoon et des environs qui signalent que la taxe sur les produits et services proposée constitue une forme d'imposition inéquitable en raison de son caractère régressif. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'effectuer une véritable réforme fiscale et de rejeter la taxe sur les produits et services proposée.

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui. La première est signée par 352 personnes habitant surtout la ville de Thunder Bay. La deuxième est aussi signée par des habitants de cette ville et par des gens habitant d'autres régions de la Colombie-Britannique. Les deux ont été jugées correctes par le greffier des pétitions et elles se rapportent à l'avenir de VIA Rail.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de maintenir le réseau VIA existant, d'en améliorer le matériel et de lui assurer un appui lui permettant de remplir son mandat, soit d'assurer un service voyageurs.

Si ces pétitions avaient été signées après le dépôt du rapport du comité des transports, je suis sûr que les pétitionnaires se seraient dit d'accord avec les recommandations contenues dans ce document.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai aussi une pétition signée par 257 habitants de la ville de Thunder Bay et des environs et qui concerne la taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires font remarquer que le gouvernement tente maintenant de taxer les livres, les couches, les cercueils et le mazout. Ils pressent le Parlement de rejeter la proposition de taxe sur les produits et services.

VIA RAIL

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, j'ai une pétition de 750 habitants de ma circonscription qui vivent près d'une ligne de VIA. Ils pressent le Parlement de maintenir le réseau actuel de VIA, d'améliorer ses équipements et de lui offrir un